

## ECLAIRAGES : Ségolène Royal pourra-t-elle moderniser la gauche?

**Date de parution:** Vendredi 30 mars 2007

**Auteur:** Zaki Laidi

**Zaki Laidi, professeur à Sciences Po, Paris, estime que, sur le plan économique, la candidate socialiste n'est pas assez préparée pour s'éloigner des positions archaïques de son parti.**

La question que tout le monde se pose est celle de savoir si Ségolène Royal est réellement porteuse d'un projet de rénovation de la gauche. Le Parti socialiste n'a toujours pas pris le tournant moderniste qu'on attendait de lui depuis son terrible échec de 2002 où Lionel Jospin a été devancé par le leader d'extrême droite Jean-Marie Le Pen.

En fait, le Parti socialiste n'a jamais tiré les leçons de son échec de 2002. Car, s'il le faisait, il serait obligé de se poser des questions de fond. Or le PS est un parti fragile, divisé, qui évite toujours les clarifications, et cela précisément pour maintenir son unité. Coexistent en son sein des forces très hétéroclites qui vont des réformistes authentiques à des gens pour qui faire alliance avec l'extrême gauche trotskiste serait souhaitable.

Mais le problème est en réalité plus profond. Il tient à l'histoire du PS. Ce parti n'a jamais été un parti social-démocrate. Il n'a jamais eu de véritable base ouvrière ou de relations privilégiées avec les syndicats. C'est au fond un parti peu sûr de lui qui a donc toujours eu besoin de compenser cette faiblesse sociologique par un maximalisme idéologique. Avec donc ce décalage entre le discours et la réalité. Le Labour anglais a aussi connu ce genre de situation. Il y a donc toujours au Parti socialiste ce qui se dit et ce qui se fait.

Il y a aussi surtout ce qui ne se dit pas. Parmi les énormes blocages politiques, le rapport à l'économie de marché est un des plus difficiles. Le PS français est l'héritier d'une tradition étatiste très forte pour qui seul le volontarisme de l'Etat est en mesure de faire bouger les choses. La défense des groupes sociaux faibles ou vulnérables est vue à travers le prisme exclusif de l'action publique.

Fondamentalement, le Parti socialiste considère que l'idéal politique de la gauche doit viser à réduire la place du marché pour accroître celle de l'Etat. L'idée que le marché puisse servir de levier de lutte contre les inégalités est profondément étrangère à sa culture. Dans ce même ordre d'idées, la dérégulation du marché du travail est profondément rejetée car jugée trop libérale, alors que le système actuel est le plus inique qui soit puisqu'il vise à renforcer la position des insiders au détriment des outsiders. L'augmentation du salaire minimum est une autre illustration de la très profonde inculture économique de la gauche. Elle pense qu'augmenter continuellement le salaire minimum est une mesure de justice sociale sans voir, par exemple, que plus on augmente le salaire minimum, plus on rend difficile l'entrée des outsiders sur le marché du travail.

Pour comprendre Ségolène Royal, il faut donc avoir à l'idée ce contexte politique: celui d'un Parti socialiste figé, divisé et fragile, totalement indifférent à ce que les autres partis européens pensent. Il est de fait assez isolé sur la scène européenne. Ses relations avec les sociaux-démocrates allemands reposent sur une très grande incompréhension.

Ségolène est, dans ce contexte, un cas très intéressant parce qu'elle a construit son ascension politique en dehors du Parti socialiste. Elle ne s'est jamais impliquée dans ses débats internes. Elle a joué la carte de l'opinion publique pour conquérir le soutien du parti.

Cette situation ambivalente se ressent très bien dans la campagne électorale. Ségolène Royal sait bien que, pour gagner, elle a besoin d'un parti politique. Mais, en même temps, elle sait très bien qu'elle n'a aucune chance de réussir si elle s'identifie trop au parti dont le programme est l'expression achevée du conservatisme de gauche, d'un archaïsme extrême des années 1960 qui cherche simplement à augmenter les allocations des jeunes, des vieux, des étudiants, sans la moindre contrepartie. C'est le vieux schéma de la redistribution par l'augmentation des prélèvements.

L'immense mérite de Ségolène Royal est d'avoir réussi dans un premier temps à esquiver ces difficultés. Elle sait que le programme du PS n'est pas crédible et fait tout pour s'en distancier. C'est surtout sur les problèmes de société, de délinquance et d'autorité qu'elle a réussi à s'imposer et à gagner la sympathie de bon nombre d'électeurs du centre, voire de la droite. Sur tous ces sujets, elle s'est montrée très blairiste. Malheureusement, cet effort d'innovation politique ne s'est pas étendu aux questions économiques et sociales. Car Ségolène Royal était et reste très imparfaitement préparée sur

ces sujets. Elle n'a pas d'idées propres qui lui permettraient de sortir des vieux schémas de gauche sans pour autant faire comme la droite.

De plus, elle sait que le Parti socialiste n'est plus disposé à la laisser prendre trop de libertés par rapport à son programme archaïque. De sorte que sur des questions cruciales comme celle de la réforme du marché du travail, ses positions sont floues. Ce qui est sûr, c'est que Ségolène Royal n'a pas de vision idéologique des problèmes de la société. Elle est post-idéologique et plutôt pragmatique.

Si Ségolène Royal parvient à gagner ces élections, ce qui paraît à l'heure actuelle peu probable, elle entrera dans un jeu complexe de négociations avec son parti. Elle cherchera moins à le moderniser qu'à l'instrumentaliser. Si elle perd, il est très probable que certains de ses adversaires à l'intérieur du parti lui reprocheront de n'avoir pas été «assez à gauche». Mais il est également possible que certains se demandent pourquoi ce parti connaît défaite sur défaite.

A priori une défaite de la gauche aux présidentielles pourrait faciliter sa modernisation. Mais il faut rester prudent. En 2002, après l'échec terrible de Lionel Jospin, tout le monde pensait que le Parti socialiste n'avait guère d'autre voie que la modernisation. C'est le contraire qui s'est produit. Le risque serait alors de voir le PS connaître le sort de la SFIO.

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. [www.letemps.ch](http://www.letemps.ch)